

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE SYNDICAL
SEANCE DU 4 AVRIL 2019

Ordre du jour :

- ⇒ Point n°1 : Approbation du Procès-Verbal du Comité Syndical du 12 février 2019,
- ⇒ Point n°2 : Vote des comptes de gestion 2018,
- ⇒ Point n°3 : Vote du compte administratif 2018,
- ⇒ Point n°4 : Affectation du compte de résultat 2018,
- ⇒ Point n°5 : Vote du Budget Supplémentaire 2019,
- ⇒ Point n°6 : Indemnités de conseil 2019 allouées au comptable public,
- ⇒ Point n°7 : Approbation de la phase AVP pour St Magne,
- ⇒ Point n°8 : Autorisation de mise en œuvre du projet d'extension des consignes de tri,
- ⇒ Point n°9 : Autorisation donnée au président de signer le nouvel agrément ECODDS,
- ⇒ Point n°10 : Tableau des effectifs,
- ⇒ Point n°11 : Validation du document unique,
- ⇒ Point n°12 : Autorisation donnée au Président de signer la convention avec l'association « atelier Boudill'art » (document joint)

Points d'information :

- ⇒ Modification d'un membre du bureau suite à un changement de délégué,
- ⇒ Rapport des décisions prises dans le cadre des délégations consenties,
- ⇒ Validation de l'arrêt du poste d'ambassadeur du tri de terrain sur Ste Foy la Grande.

Questions Diverses

L'an deux mil dix-neuf, le quatre avril à 18 heures, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la Salle polyvalente de MASSUGAS, sous la présidence de M. Sylvain MARTY.

Date de la convocation : 27 mars 2019

Délégués en exercice : 118

Délégués présents : 77

Pouvoirs : 1

Le quorum étant atteint, le Comité Syndical peut délibérer valablement.

Secrétaire de séance : Mme Isabelle ZAMPARO

Monsieur MARTY ouvre la séance à 18h10

Présents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : DUCASSE Jacky, DE RONNE Orande, MALIRAT Jean-Pierre, DOUX Alain, BEYRIE Yves, REMAUT Alain, MARTY Bruno, DESPUJOL Michel, BOURGOGNE Véronique, GAY Gérard, CHAMPAGNE Marie-Claude, LABARBE Marie, LALAGUE Joëlle, ESPAGNET Didier, ARTERO Hervé, ARMELLIN Robert, BOUILLAC Gilles, NICOLLE Daniel, CARNELOS Christophe, LATRILLE Michel / **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** DUBOUDIN Dominique, DUVAL Pierre, LAURET Bernard / **Communauté de communes de l'Entre Deux Mers :** BENEY Régis, BUFFETEAU Jean-Luc, MARNIESSE Denis, DADEL Jean-Denis, HATRON Valérie, MACIAS Chantal, YON François, GOMEZ Natacha, MOTHES Christophe, BOTTEGA Joseph, CHARENTON Michel, SALAGNAC Pascal, PEYRE Francis, BLANCHEREAU Claude, SAUTS Laurent, BRIS Daniel, LABORDE Thierry / **Communauté de communes de Montaigne Montravel :** TONNEAUT Philippe, MARTY Sylvain, LAGORCE Josette, LEGOUTIERES Alain, REY Jean-Louis, POINTET Dominique, LAPERROUSAZ Patrick / **Communauté de communes de Castillon-Pujols :** TRAVANUT Jean-Paul, DUCOUSSO Jean-Claude, BOURDIER Christian, PAULETTO Patrice, DUVERGE Bernard, LAVIGNAC Marie-Claude, ZAMPARO Isabelle, DELGUEL Jean-Claude, BRACHET Maryse, REBILLOUT Christian, MARTEL Christine, NEUVILLE Alain, VIANDON Frédéric, GRANEREAU Patrick, JOUANNO Jean, THIBEAU Daniel, MATHIEU Jean-Jacques / **Communauté de communes du Pays Foyen :** BERNARD Aliette, LAVOIR Denis, CONORD Diana, REBEYROLLE Jean-Jacques, LACHAIZE Yolande, COQUET Didier, LA SALMONIE Jacques, BLONDY Pascal, HOSPITAL Patrick, NAUDON Jean-Pierre, VACHER Jean-Claude, VALADE Jean-Luc, REGNER Jean.

Absents :

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BARBE Isabelle, JAUTARD Gilles, LABADIE Christophe, TRENTIN Jean-Claude, DEHEAULME Isabelle, VILETTE Roger, MALLANDIT-SALLAUD Christian/ **Communauté de communes du Grand St Emilionnais :** FENELON Daniel, BIGOT Patrick, GUIMBERTEAU Yannick/ **Communauté de communes de l'Entre Deux Mers :** MIGAUD François, LANGEL Christophe, RAYNE Yves, PRA Jean-Marc, GASNAULT Jean-Pierre, ACENA Xavier, VIAUD Jean-Marie, DUPRAT Jean-Luc, AUBERT Daniel, REBILLOU Bernard, BOUSCARY Emile, LIOTEAU Mady, DUBOS Jean-Claude, LEBRUN Gérard/ **Communauté de communes de Montaigne Montravel :** GALLOT Christian / **Communauté de communes de Castillon Pujols :** DUVIGNEAU-LOBRE Didier, GEROMIN Michel, DUBORIE Guy, ZECCHINI Alphonse, LEPETIT Nathalie, GAUTHIER Pierre, DUMARTIN William, CESAR Gérard / **Communauté de communes du Pays Foyen :** BELLECULEE David, DARRIEUTORT Serge, BASSET Jean-Michel, BOURDIL Jean-Michel, CAMBECEDES Jacques, POUPIN Annie, SERVANT Jacques, LETELLIER Maurice.

Sylvain Marty souhaite la bienvenue à Madame Karine BENEDETTO, trésorière principale, remplaçante de Monsieur S SUTTER.

Point n°1 : Approbation du Procès-Verbaux du Comité Syndical du 12 février 2019
--

Sylvain MARTY demande s'il y a des remarques sur le procès-verbal du Comité Syndical du 12 février 2019.

⇒ Aucune remarque n'étant soulevée le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Point n°2 : Vote des comptes de gestion 2018

Le Président présente les comptes de gestion de l'Ustom. Le tableau de synthèse met en évidence un excédent de fonctionnement de 2 004 576€. Au niveau des dépenses d'investissement il à noter les 2 500 000 € pour les travaux de Massugas et un reliquat de subventions à encaisser. Ce qui nous amène à un résultat total de 2 825 146€

Le Président demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Vote du compte de gestion 2018 :

Résultat du vote :

Pour	: 78 voix
Contre	: 0 voix
Abstention	: 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, approuve le compte de gestion.

Point n°3 : Vote du compte administratif 2018
--

Monsieur S MARTY, Président, détaille les comptes administratifs 2018 par section et par chapitre. Il précise les résultats :

- En fonctionnement à 8 314 481.24€ de recettes - 8 669 713.15€ de dépenses = - 355 231.91€
- En investissement à 4 009 502.44€ de recettes - 3 305 688.93€ de dépenses = + 703 813.51€

Il complète en informant l'assemblée qu'avant report les Restes à Réaliser en dépenses d'investissement s'élèvent à 2 519 272.52€ en dépenses et 79 351.41€ en recettes sont constitués essentiellement :

- du marché de l'ensemble de la Maîtrise d'œuvre et des études liées aux travaux de Massugas et des locaux sociaux.
- de l'acquisition d'un camion non encore livré au 31/12/2018.

En conclusion, pour la section d'Investissement, le solde cumulé à reporter au Budget Supplémentaire sera donc de 3 260 491.58€ en recettes (nouveau solde cumulé d'Investissement) et le montant des dépenses à inscrire au Budget supplémentaire 2019 seront donc de :

- 2 519 272.52€ en dépenses ;
- 79 351.41€ en recettes

Le Président précise que la section de fonctionnement accuse un déficit de 355 231.90€. Le solde cumulé antérieur était de 2 359 808.37€.

En l'absence de besoin de financement en section d'Investissement, le résultat négatif de 2018 de la section de fonctionnement s'y ajoute, soit - 355 231.90€.

Le solde à reporter au Budget Supplémentaire sera donc de 2 004 576.47€ en recettes (nouveau solde cumulé de fonctionnement).

Le Président demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer aux votes :

Vote du compte administratif 2018 :

Monsieur Sylvain Marty, Président, quitte la salle et monsieur Jean Régner, doyen de l'assemblée, propose d'approuver le compte administratif 2018 tel que présenté :

Résultat du vote :

Pour	: 77 voix
Contre	: 0 voix
Abstention	: 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, approuve le compte administratif.

Le Président revient dans la salle.

Point n°4 : Affectation du compte de résultat 2018

Monsieur S MARTY présente le compte de résultat de l'année 2018 qui fait état :

- d'un résultat cumulé d'exploitation de 2 359 808,37€, affecté au compte R002 (report à nouveau créditeur en fonctionnement,
- d'un résultat cumulé d'investissement de 3 260 491 €

Le Président demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de valider :

- o le report de 3 260 491,58 € en investissement
- o le report de 2 004 576,47 € en fonctionnement

Vote de l'affectation du compte de résultat 2018 :

Résultat du vote :

Pour : 78 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, approuve l'affectation du compte de résultat 2018.

Point n°5 : Vote du budget supplémentaire 2019

Monsieur Sylvain Marty présente le budget supplémentaire en précisant que le budget primitif voté ne correspond plus avec le montant inférieur de la grille votée en fin d'année.

Monsieur Sylvain Marty, Président, rappelle que compte tenu de la décision prise lors du dernier Comité Syndical le budget primitif voté en fin d'année se retrouve en déséquilibre. Ce déséquilibre est accentué par des recettes prévues moins élevées du fait des augmentations des différentes filières et de nouvelles taxes. Il est donc impératif de prévoir le compte administratif et le budget supplémentaire permettant d'équilibrer le budget.

Le Président précise que la seule solution est de prélever les excédents antérieurs.

Au vu des variations de prix qui sont désormais pour la plupart connues, des ajustements de tonnages en regard des réalisations définitives de 2018, des prix unitaires 2019, et de prestations de broyage complémentaires sur le par (Déchets verts), il est proposé d'ajouter 125 851.76€ à cet article.

Au niveau des dépenses de fonctionnement, il est à noter des réajustements de crédits en provenance des investissements, des ajouts comprenant principalement le déplacement de la presse sur Massugas et la maintenance informatique et la suppression de l'inscription au BP 2019 d'un poste de communication et des 3 postes d'ambassadeurs de tri pour les 3 centre-bourgs.

Concernant les recettes de fonctionnement, il à noter le réajustement du produit attendu au vu de la grille tarifaire 2019 votée ainsi que l'intégration de l'augmentation des taux de recouvrement.

Au niveau de l'investissement, une augmentation de l'emprunt est inscrit correspondant au nouvel emprunt pour les travaux de Saint Magne et un certain nombre d'opération d'équipement pour le parc (pelle..) et le transport (achat de camions).

Le Président demande si il y a des questions sur le budget supplémentaire. Aucune question.

Avant de procéder au vote du budget supplémentaire, le Président tient à revenir sur l'avenir du poste d'ambassadeur du tri.

Il fait un rapide rappel des problématiques rencontrées par la commune de Sainte- Foy et la mise en place par l'USTOM d'un ambassadeur du tri. La mission de cet ambassadeur est d'identifier les responsables des dépôts sauvages aux pieds des bornes de PAV en ouvrant les sacs pour rechercher des noms et adresses ensuite, de rencontrer ces personnes afin de leur expliquer les règles de tri. En cas de récidive les coordonnées peuvent être transmises à la police municipale pour verbalisation. D'autre part, l'ambassadeur du tri a une mission d'enquête afin d'identifier les personnes non inscrites dans le fichier de la Redevance Incitative.

Depuis la mise en place de ce service une très nette amélioration a été constatée. C'est pourquoi le Président avait proposé, en décembre dernier, l'extension sur la Réole et Castillon mais aujourd'hui l'USTOM n'a plus les moyens d'assurer ce service et de garder cet emploi.

Après sondage de l'assemblée, l'arrêt de ce poste est définitivement acté.

Sylvain Marty demande aux membres de l'assemblée si il y a des questions sur le budget supplémentaire. Aucune question, il propose donc aux délégués de passer au vote :

Résultat du vote :

Pour	: 78 voix
Contre	: 0 voix
Abstention	: 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, approuve le budget supplémentaire 2019.

Point n°6 : Indemnités de conseil 2019 allouées au comptable public
--

Sylvain Marty présente les indemnités et précise qu'elles sont fonction de la moyenne annuelle des dépenses réelles des sections de fonctionnement et d'investissement afférentes aux trois dernières années.

M. SUTTER, notre comptable public quittant la trésorerie de RAUZAN au 31-03-2019, l'indemnité proposée est proratisée. Il conviendra de prendre une seconde délibération d'octroi pour le nouveau trésorier qui exercera ces fonctions du 01-04-2019 au 31-12-2019.

Il est proposé au Comité Syndical d'octroyer au comptable public, une indemnité de conseil à hauteur de 100% pour la période du 01/01/2019 au 31/03/2019, ce qui représente un montant de 305.75 € bruts, ainsi qu'une indemnité de confection de budget à hauteur de 45.73€.

Le Président demande si il y a des questions :

Une déléguée souhaiterait savoir si il est possible d'augmenter la somme allouée. Le Président précise que la somme est réglementaire USTOM est dans l'obligation d'appliquer le texte.

Plus de question, Sylvain Marty propose aux délégués de passer au vote :

Résultat du vote :

Pour	: 78 voix
Contre	: 0 voix
Abstention	: 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, approuve l'indemnité de conseil 2019 allouée au comptable public.

Point n°7 : Approbation de la phase AVP pour Saint Magne

Sylvain Marty présente le projet d'AVP de la construction de la déchèterie de Saint Magne. Il précise que les terrains indispensables pour construire la déchèterie sont en voie d'acquisition par l'USTOM.

Il présente l'AVP préparé par ANTEAGROUP et précise que la consultation devrait révéler un coût financier moins élevé que l'estimation de 1 774 000 € présentée dans l'AVP.

Le Président précise que le broyage se fera sur site entraînant un volume transporté par 3.

Le Président demande si il y a des questions. :

Un délégué souhaite savoir ce que deviendra la déchèterie actuelle. Sylvain Marty répond que le terrain sera revendu.

Quelle est la surface du terrain ? environ 1,5 hectares

Plus de question, Sylvain Marty propose aux délégués:

- d'approuver le contenu de l'AVP de la future déchèterie,
- d'approuver le montant des travaux relatifs à la tranche conditionnelle qui s'élève à 1 774 000 €,
- d'autoriser le Président à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de l'AVP et à signer tout acte et document aux fins de son exécution.

Résultat du vote :

Pour : 78 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, approuve la phase AVP pour la déchèterie de Saint Magne.

Point n°8 : Autorisation de mise en œuvre du projet d'extension des consignes de tri

Sylvain Marty explique qu'en 2018, le taux de refus était composé essentiellement de plastiques durs et souples qui, avec les extensions de consigne de tri deviendra un déchet recyclable.

Le but de la mise en avant de l'extension des consignes de tri est de :

- Simplifier le geste de tri pour l'usagers.
- Réduire la part d'emballages encore trop présente dans les ordures ménagères.
- Diminuer les tonnages liés aux erreurs de tri (20.07% de taux de refus en 2018).

Sylvain Marty propose de soumissionner à l'appel à projet et interroge l'assemblée sur d'éventuelles questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Résultat du vote :

Pour : 78 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, autorise la mise en œuvre du projet d'extension des consignes de tri

Point n°9 : Autorisation donnée au Président de signer le nouvel agrément ECODDS

Le Président informe les membres de l'assemblée que du fait du non renouvellement par l'état de l'agrément d'EcoDDS, l'USTOM a dû prendre à sa charge la collecte des Déchets Diffus Spécifiques (DDS) ménagers et leurs traitements.

Depuis le mois de mars EcoDDS a de nouveau reçu l'agrément et a repris l'enlèvement de ces déchets. Par conséquent, Il est proposé au Comité Syndical de signer le nouvel agrément avec EcoDDS.

Sylvain Marty demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Résultat du vote :

Pour : 78 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, autorise le Président à signer le nouvel agrément ECODDS

Point n°10 : Tableau des effectifs

Sylvain Marty fait part aux membres de l'assemblée que le précédent tableau des effectifs (voté le 12 septembre 2017) faisait état de 41,46 postes, dont 31 pourvus et 10.46 vacants.
Le passage à la Convention Collective Nationale des Activités du Déchet engendre des mutations de postes de fonctionnaires vers des postes de droit privé.

Ainsi, il convient d'ajuster le tableau des effectifs (+ 1 poste, - 10,46 postes), et tenir compte des avancements de grade.

Le delta s'établit ainsi :

- Création d'un poste d'adjoint administratif territorial Principal de 2° classe (suite à avancement de grade)
- Suppression de 6.46 postes (Validé à l'occasion du Comité Technique du 27/09/2017) :
 - Suppression de -0.46 poste d'adjoint administratif territorial Principal de 2° classe (suite à avancement de grade)
 - Suppression de 4 adjoints techniques territoriaux Principaux de 2° classe
 - Suppression de 2 adjoints techniques territoriaux
- Suppression de 4 postes (Validé à l'occasion du Comité Technique du 04/04/2019) :
 - Suppression de 3 postes d'adjoint administratif territorial
 - Suppression de 1 poste d'adjoint technique territorial

Sylvain Marty demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Résultat du vote :

Pour : 78 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

- ⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité :
- approuve le tableau des effectifs,
 - la création d'un poste d'adjoint administratif territorial Principal de 2° classe (suite à avancement de grade),
 - la suppression de 4 postes (validé à l'occasion du Comité Technique du 04/04/2019) : 3 postes d'adjoint administratif territorial et 1 poste d'adjoint technique territorial
 - le tableau des effectifs,

Point n°11 : Validation du Document Unique

Le Président rappelle que le Document Unique est un outil qui permet de transcrire les résultats de la démarche de prévention des risques professionnels pour les travailleurs de la structure et de la pérenniser en hiérarchisant les risques pouvant nuire à la sécurité et en préconisant des actions visant à réduire ces risques, voire les supprimer.

Il doit être mis à jour au minimum une fois par an et à chaque fois qu'une unité de travail a été modifiée.

Il doit également être revu après chaque accident du travail. L'élaboration et la mise à jour de ce document s'imposent à tout employeur dont l'entreprise emploie au moins un salarié.

Les principales actions 2018 sont indiquées ci-après :

- formations des agents : Pena Environnement; Secouriste du travail, vidéo-surveillance, formation aux 1^{er} secours de l'ensemble des agents,
- intervention d'une psychologue du travail,
- travaux de mise aux normes des déchèteries,
- travaux de mise en sécurité du site de Massugas,
- actions de prévention (nivelage des sols, barrières de sécurité, affichage de sécurité...).

Sylvain Marty demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Résultat du vote :

Pour	: 78 voix
Contre	: 0 voix
Abstention	: 0 voix

⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, valide le Document Unique

Point n°12 : Autorisation donnée au Président de signer la convention avec l'association « Atelier Boudilla'art »

Le Président souhaiterait proposer à la vente de la déchèterie de nouveaux articles plus haut de gamme afin d'élargir la clientèle.

L'équipe de la Recyclerie s'est rapprochée des membres du groupe #aveclustomjecustom issu de la page facebook, il en résulte la création d'une association dont l'objet est :

- la réutilisation, la sur-valorisation des objets issus des déchets, pour une seconde vie,
- la sensibilisation, la formation de ses adhérents au réemploi et partager des avis et les expériences de chacun.

La convention sera établie à titre gratuit.

Sylvain Marty demande si il y a des questions. Aucune question, il propose aux délégués de passer au vote :

Résultat du vote :

Pour	: 78 voix
Contre	: 0 voix
Abstention	: 0 voix

- ⇒ Le Comité Syndical, à l'unanimité, autorise le Président à signer la convention avec l'association « Atelier Boudill'art »

Questions diverses

En question diverses, le Président souhaite revenir sur l'intervention de Monsieur ZAGHET lors de la réunion du 21 mars à Sauveterre de Guyenne à l'occasion de laquelle Monsieur ZAGHET a indiqué que le coût par habitant du SICTOM était d'environ 90 € par habitant.

Le Président rappelle que le coût moyen s'établit en divisant la fiscalité globale par le nombre d'habitant. Appliqué au SICTOM cela revient à environ 107,59 € en 2017 contre 87,54 € pour l'USTOM.

Monsieur Le Président lève la séance à 19h45.

Le Président,


Sylvain MARTY